Contributions des partenaires nationaux et internationaux au secteur forestier entre 2005 et 2010

De l'engagement au décaissement dans le cadre de l'alignement sur le plan de convergence de la COMIFAC et la planification nationale

Cas du Cameroun et du Burundi

9ème CCR du PFBC, Bujumbura, 25 et 26 mai 2011

Objectif

- Contribuer à mettre en évidence la valeur ajoutée de l'alignement des interventions des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) sur les 10 axes du plan de convergence et l'importance du retour net par rapport à l'investissement consenti par les pays membres dans le fonctionnement de la COMIFAC.

Objectifs spécifiques :

- Efficience des engagements financiers
- Contributions financières des partenaires internationaux au secteur forêt environnement des 2 pays et Plan de convergence de la COMIFAC à partir de 2005
- Impact de l'avènement de la COMIFAC sur le flux financier international en faveur de ces deux pays ;
- Évaluer les retombées financières et les avantages non convertibles en valeur monétaire;
- Proposer une extrapolation à l'ensemble de l'espace COMIFAC ;

Le cas du Cameroun

CONTRIBUTIONS EXTERNES AFFECTEES AU SECTEUR VERT CAMEROUN ENTRE 2005 ET 2010

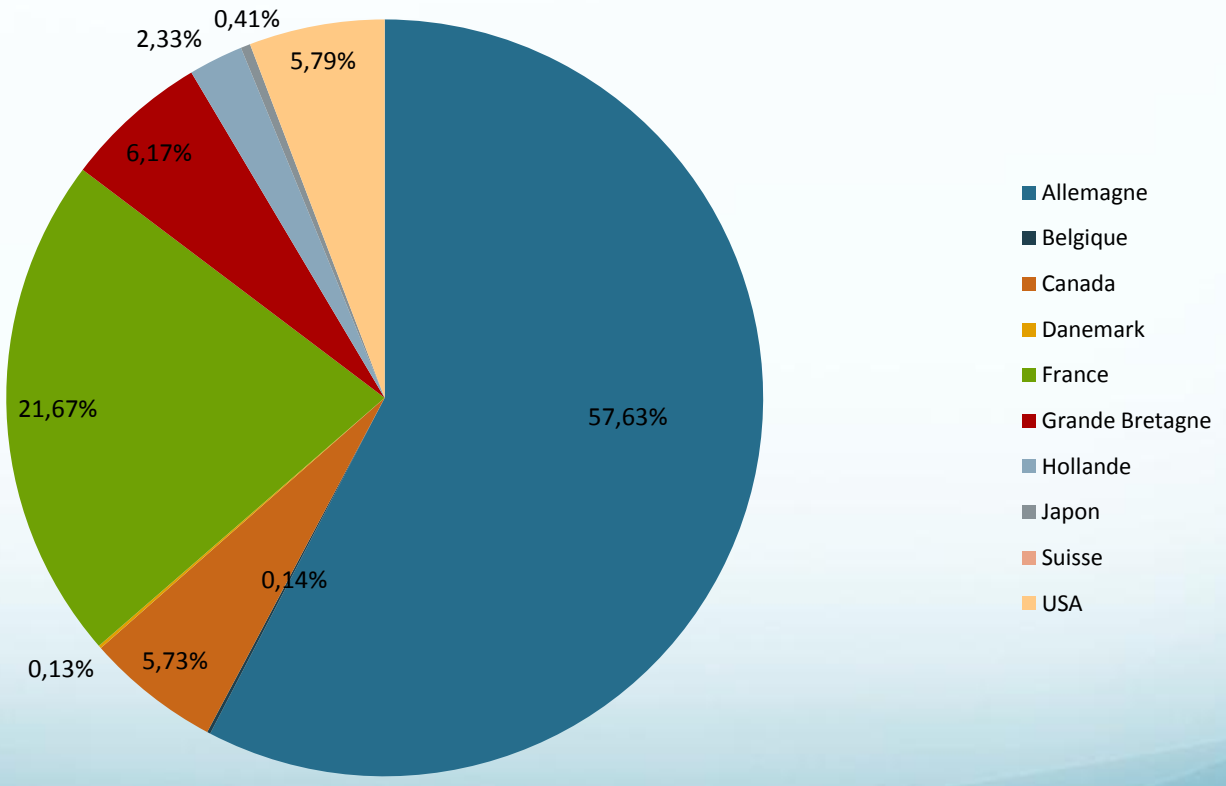
Coopérations des pays

COOPERATIONS	Total "Cameroun" décaissé entre le 01/01/2005 et le 31/12/2010		Total "Cameroun" engagé entre 2005 et 2010		Ratio décaissé/ engagé
	M. FCFA	M. USD	M. FCFA	M. USD	
Allemagne	21 163	42,326	73 812	147,62	28,67%
Belgique	176	0,352	176	0,35	100%
Canada	4 680	9,361	7 343	14,69	63,74%
Danemark	160	0,321	160	0,32	100%
France	18 677	37,353	27 755	55,51	67,29%
Grande Bretagne	4 902	9,804	7 902	15,80	62,04%
Hollande	2 934	5,868	2 986	5,97	98,24%
Japon	525	1,05	525	1,05	100%
Suisse	0,43	0,001	0,43	0,001	100%
USA	7 418	14,836	7 418	14,84	100%
	60 636	**121,272**	**128 079**	**256,16**	

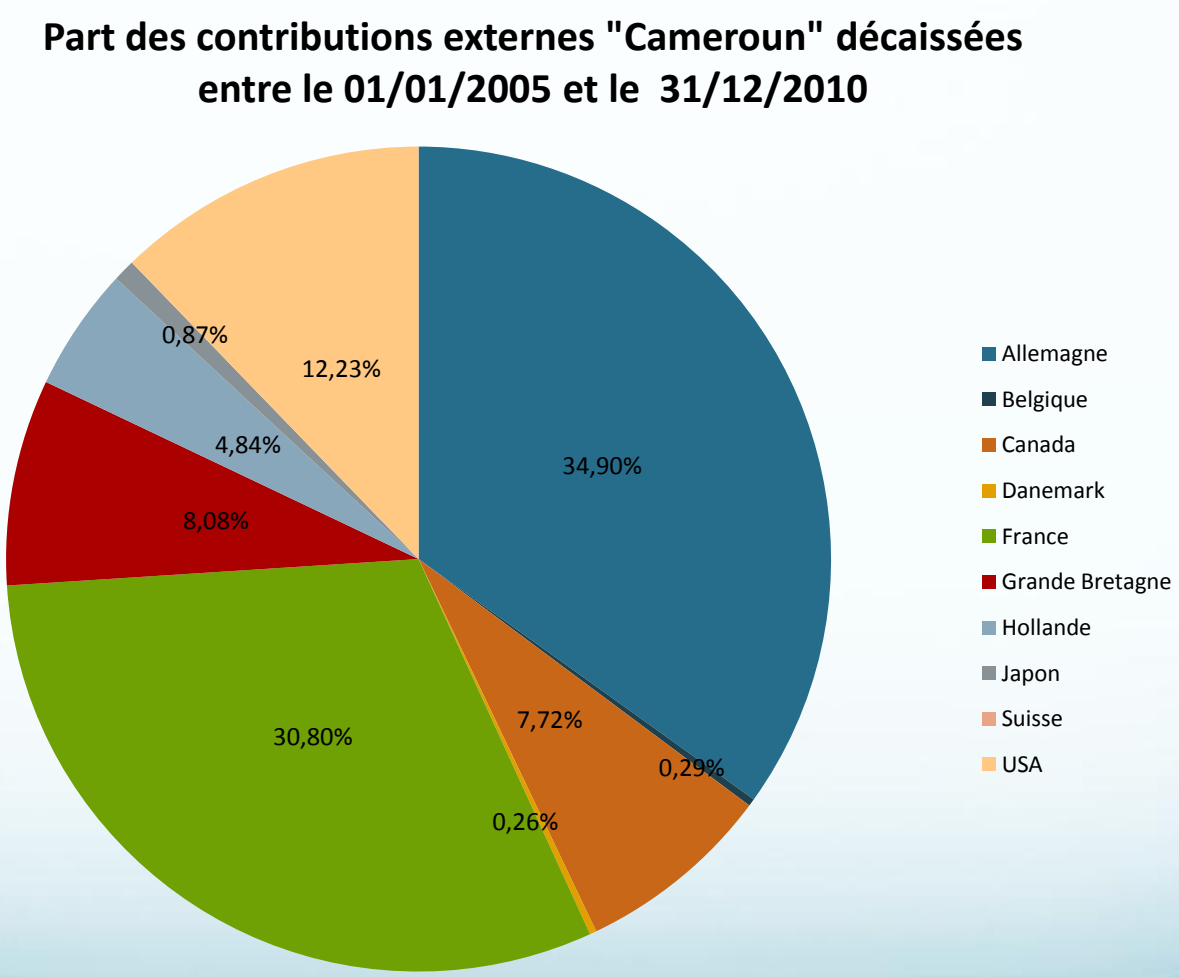
Ratio moyen des décaissements/engagements de tout type de PTF: 0,43

Coopérations des Etats

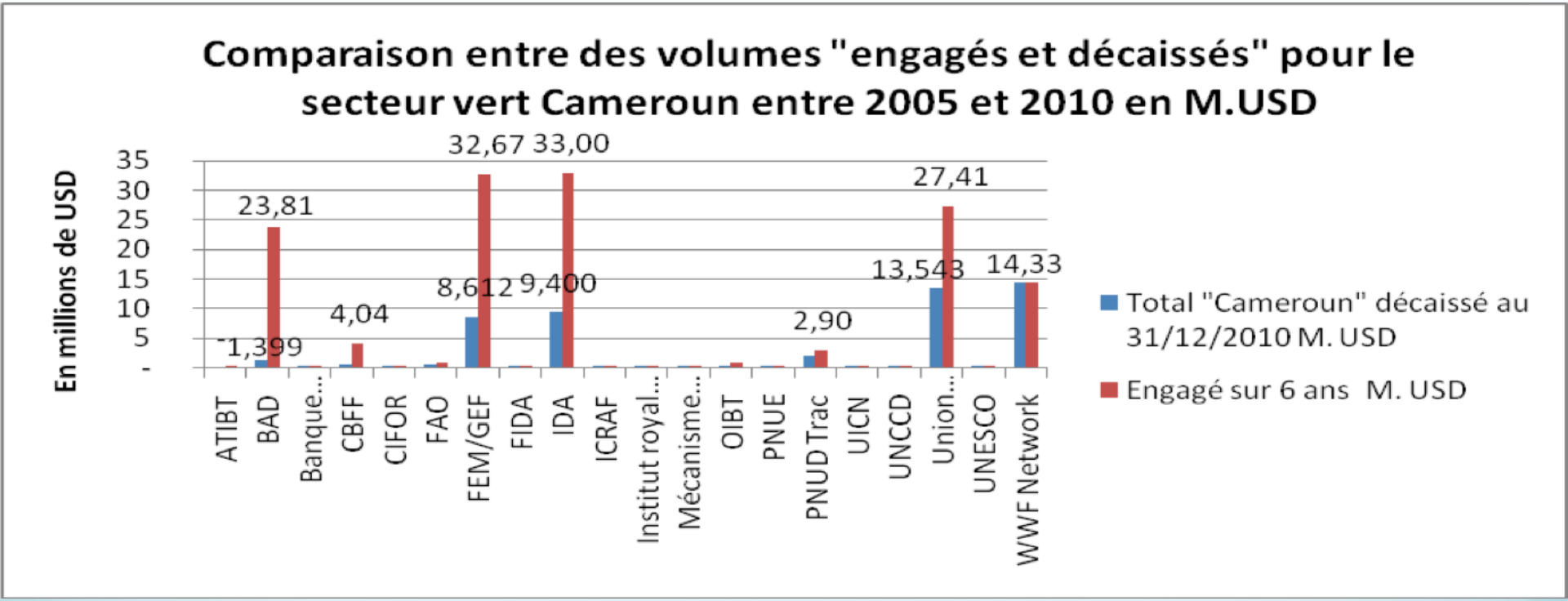
Part des contributions externes "Cameroun" engagées entre 2005 et 2010



Coopérations des Etats



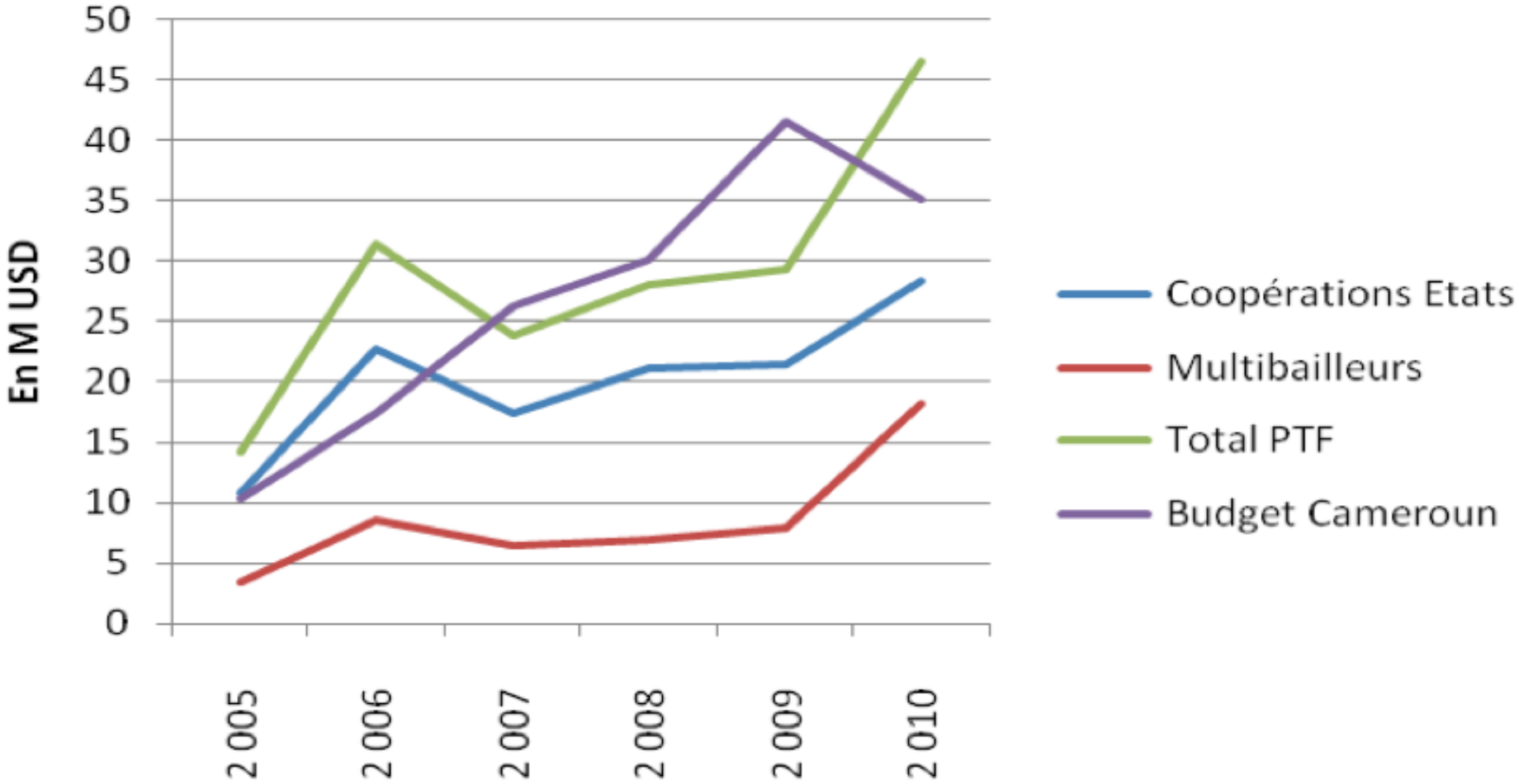
Instruments multi-bailleurs pour 51,6 MUSD décaissés sur 141 MUSD engagés



Ratio moyen des décaissements/engagements de tout type de PTF: 0,43

- *Commentaires*
- *Le ratio des décaissements estimés sur l'évaluation des engagements de la période est de 0,43.*
- *Pour une bonne part des engagements non décaissés, cela est du au non accomplissement des procédures, des dossiers et des conditionnalités nécessaires par les services publics camerounais. Certains fonds sont mêmes définitivement perdus.*
- *Parallèlement, la contribution du Cameroun au secteur forestier a considérablement augmenté jusqu'en 2009.*
- *Soulignons que le rapport entre la cotisation à la COMIFAC et le volume des financements externes accordés au secteur forestier est de 467 pour ce qui a été réellement décaissé, ratio qui monte à 1 078 au regard des engagements.*
- *La mise en œuvre du plan de convergence à l'échelle sous-régionale et au plan sous-régional permet donc de drainer des fonds importants.*

Evolutions des contributions des partenaires nationaux et internationaux au secteur vert Cameroun entre 2005 et 2010 en M.USD



Sur 6 ans		
	Ratio Contribution externe PTF/ Contribution nationale Cameroun	*Décaissé : 1,08* *Engagé : 2,49*
	Ratio Contribution externe PTF/ Cotisation égalitaire COMIFAC	*Décaissé : 467* *Engagé : 1 078*
	Simulation du ratio Contribution externe/ cotisation Mécanisme de financement autonome COMIFAC	*Décaissé : 7,5* *Engagé : 17,3*

Contributions totales des PTF	***Décaissé : 172,87 MUSD*** ***Engagé : 397,2 MUSD***
Contributions externes aux initiatives multi-pays	*Décaissé : 25,93 MUSD* *Engagé : 91,18 MUSD*
Contributions externes aux initiatives nationales	*Décaissé : 146,42 MUSD* *Engagé : 305,52 MUSD*
Contribution totale du Cameroun	***Décaissé : 159,36 MUSD*** ***Engagé : 159,36 MUSD***
Cotisation égalitaire à la COMIFAC / 6 ans	***Décaissé : 0,37 MUSD*** ***Engagé : 0,37 MUSD***

Simulation de la contribution du Cameroun au mécanisme de financement autonome COMIFAC

Estimation en valeur décaissée /6 ans: 23,02 MUSD

Commentaires :

- *La croissance des investissements du Cameroun dans le secteur forestier s'accroit fortement avec l'atteinte du point d'achèvement PPTE en 2006 et continue sa croissance jusqu'en 2009 où les effets de la crise financière internationale provoquent un fléchissement significatif ensuite en 2010.*

- *Parallèlement, on constate que les PTF relancent les investissements dès 2006 puis observent le comportement du Cameroun en 2007, et constatant la poursuite des efforts nationaux, ils relancent de nouveaux investissements à partir de 2008, financements qui se sont ensuite accrus en 2009 et encore en 2010.*

- *Ceci d'ailleurs malgré la crise financière, démontrant d'une logique durable d'alignement où les fonds extérieurs font mieux que doubler le volume des fonds nationaux investis dans le cadre des activités nationales et multi-pays liées directement ou indirectement à la mise en œuvre du plan de convergence.*

- *Concrètement, la preuve est faite ici que les PTF ont été en mesure d'accroître leurs financements au bénéfice du secteur forestier camerounais dès lors qu'ils ont pu constater que le Cameroun lui-même s'est engagé dans un effort important et durable en faveur de la forêt et de l'environnement vert, effort accompagné d'une amélioration des indicateurs de gouvernance.*

Avantages non chiffrables/non monétaires de la participation du CAMEROUN à la dynamique COMIFAC

- **La COMIFAC est un outil d'intégration au service d'une vision commune de la gestion forestière au sein du Bassin du Congo** qui a permis d'améliorer notamment **:**

→ ***La vision*** *commune de la gestion forestière du bassin du Congo et la planification d'actions mieux harmonisées suivant des objectifs fixés ensemble dans le cadre du plan de convergence*

→ ***La coordination, la concertation et l'harmonisation des politiques forestières sous-****régionales*

→ ***L'image de marque et le rayonnement du Cameroun au niveau international via la COMIFAC****, avec un sentiment général de satisfaction à l'égard de la COMIFAC qui a su améliorer son positionnement dans le monde en tant que structure intégrée*

→ ***Les réformes au sein du secteur forestier avec une approche de simplification des procédures*** *tant au plan national que sous-régional*

- **La COMIFAC a favorisé le renforcement des capacités, notamment par :**

→ ***L'organisation de nombreux ateliers de formation, de sensibilisation et de concertation*** *qui participent d'une dynamique d'amélioration du niveau des compétences*

→ ***Le développement de cadres de formations collectives au niveau de la sous-région***

→ ***Le développement d'une communauté de pratiques en Afrique Centrale****, reconnu comme un facteur d'efficacité collective,*

→ ***Un effet catalyseur dans la mise à niveau personnelle*** **(auto-formation)** *et un stimulant de l'esprit de challenge*

L'organisation de nombreux ateliers et évènements nationaux et régionaux au Cameroun *(Yaoundé, Douala, Kribi, etc...)* .

Le cas du Burundi

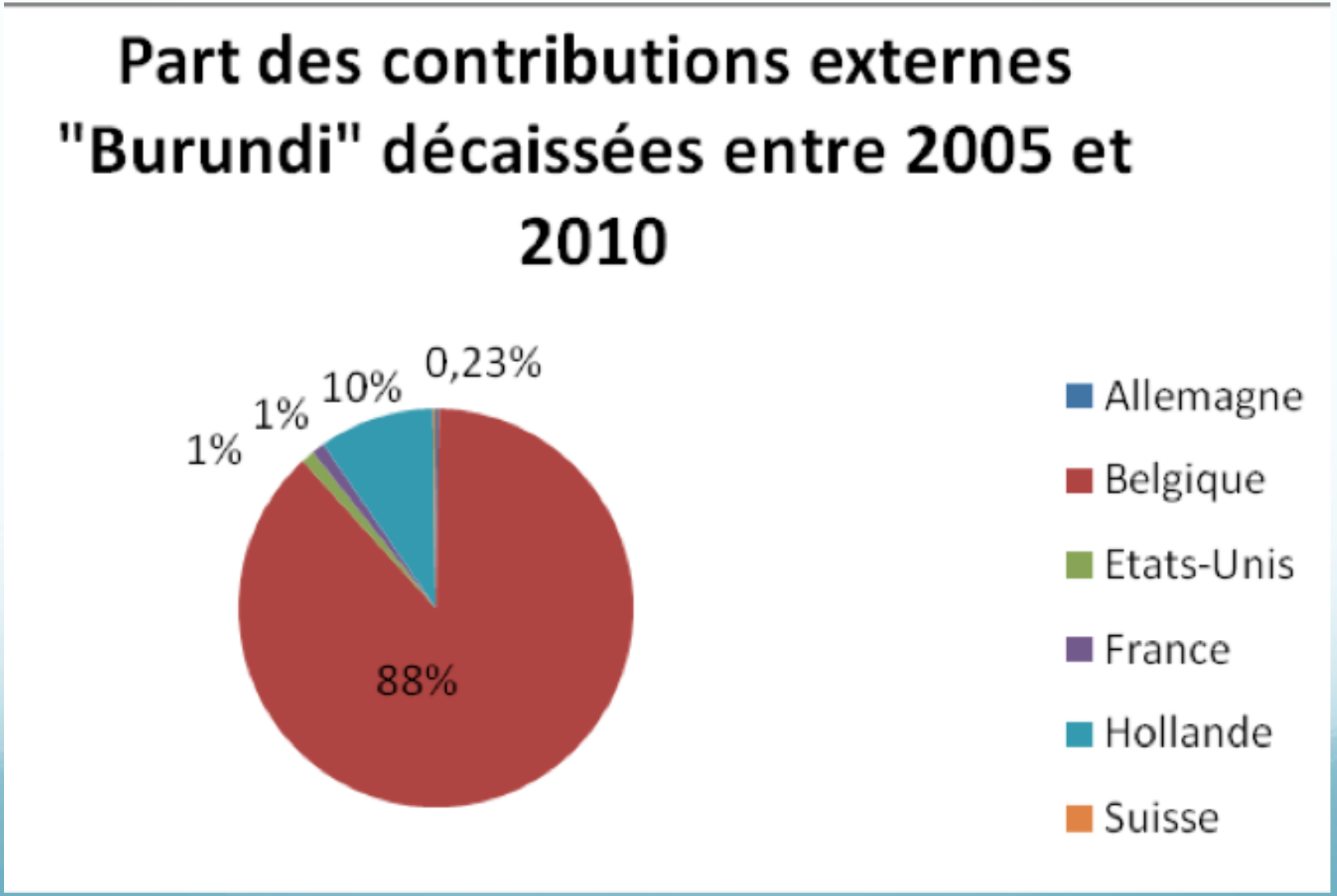
CONTRIBUTIONS EXTERNES AFFECTEES AU SECTEUR FORESTIER ET AGROFORESTIER BURUNDI ENTRE 2005 ET 2010

COOPERATIONS DES PAYS

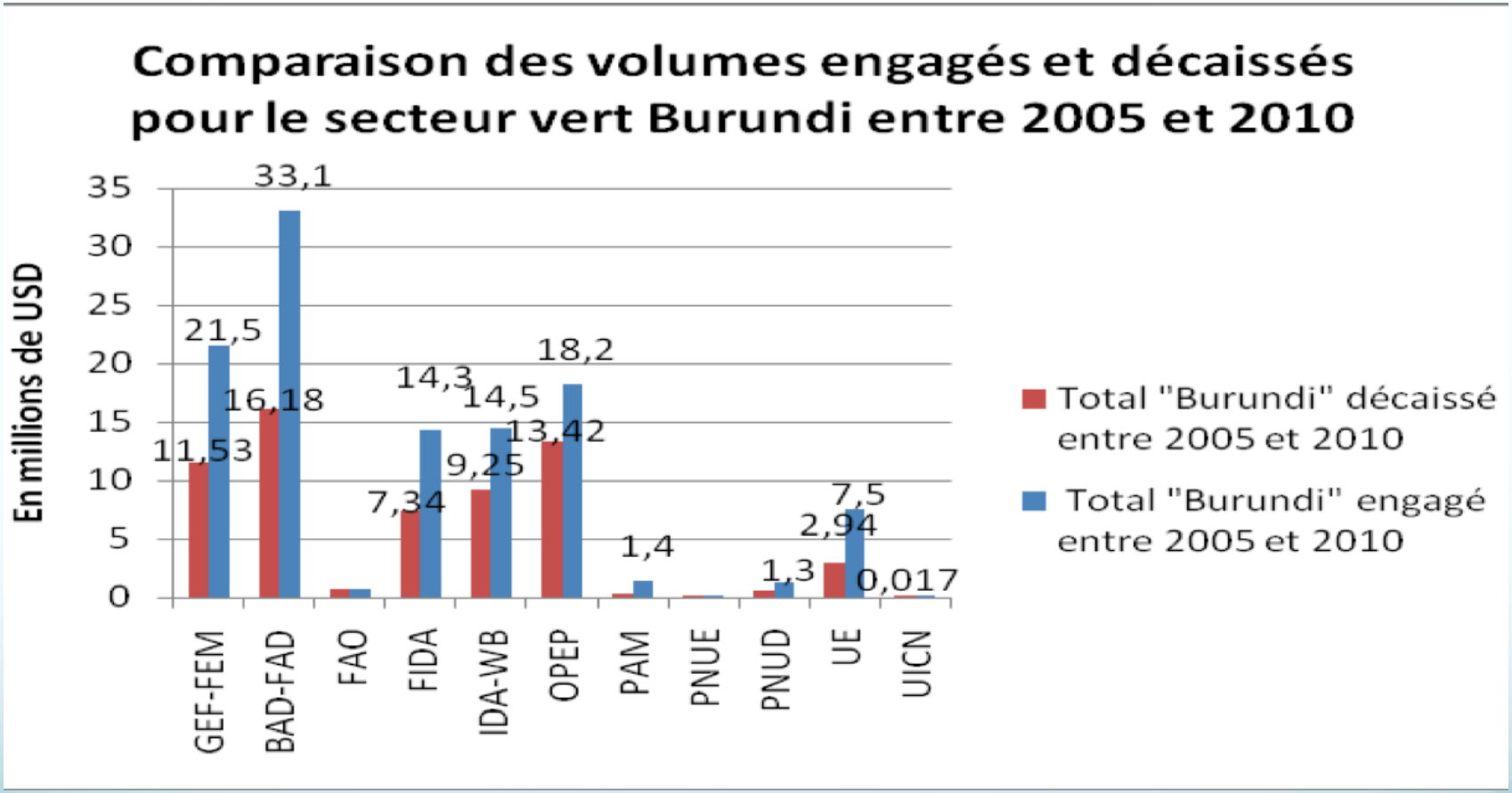
COOPERATIONS	Total "Burundi" décaissé au 31/12/2010		Total "Burundi" engagé entre 2005 et 2010		% décaissé sur engagé
	M. FCFA	M. USD	M.FCFA	M. USD	
Allemagne	18	0,04	72	0,14	25%
Belgique	7 433	14,87	24 542	49,08	30%
Etats-Unis	92	0,18	102	0,20	90%
France	88	0,18	110	0,22	80%
Hollande	797	1,59	1 453	2,91	55%
Suisse	20	0,04	20	0,04	100%
	8 447	**16,89**	**26 297,84**	**52,60**	

Ratio moyen des décaissements / engagements de tout type de PTF: 0,48

Coopération des Etats



Instruments multi-bailleurs pour 62,3 MUSD décaissés sur 113 MUSD engagés



Ratio moyen des décaissements / engagements de tout type de PTF: 0,48

Commentaires :

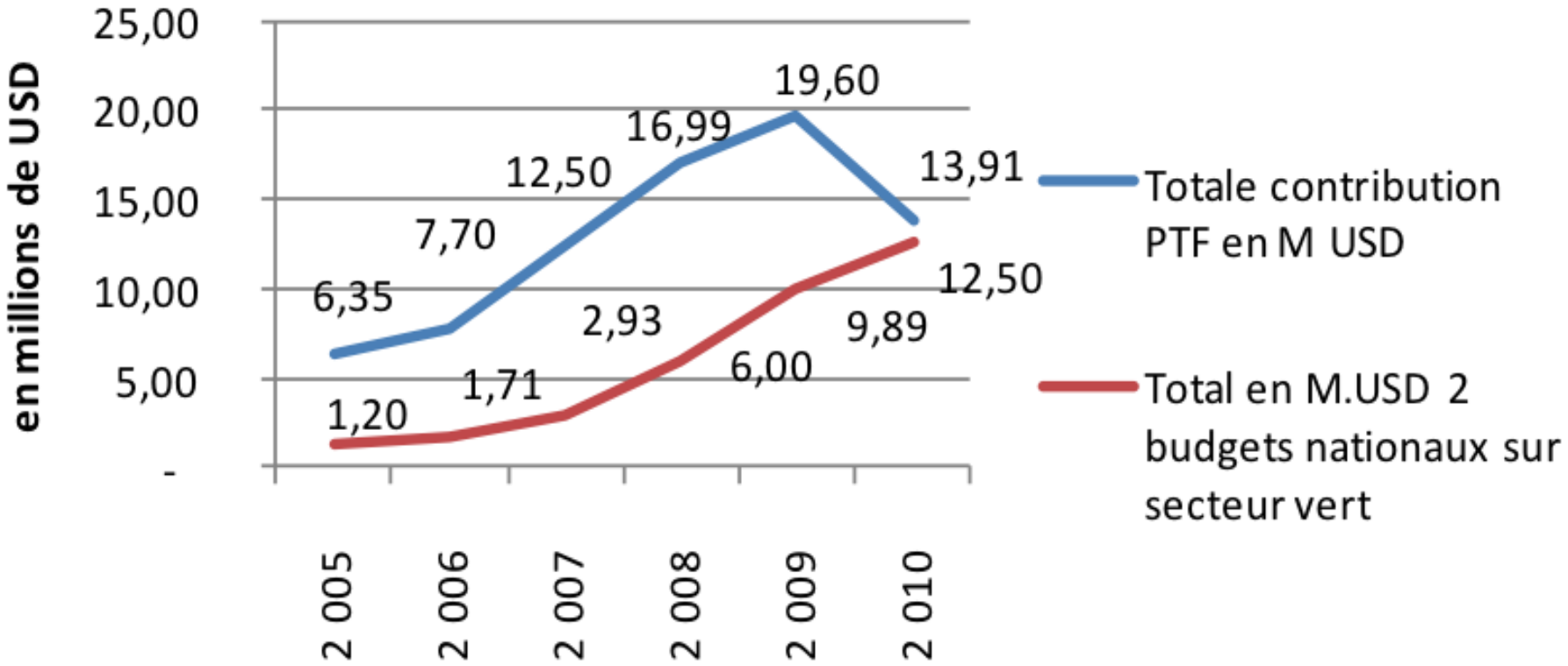
- *Soulignons que tous les grands programmes au Burundi qui interviennent dans le monde rural, l'agriculture, l'élevage et la pêche font de l'agroforesterie et de la préservation des sols, se complétant ainsi avec les actions de foresterie et de conservation.*

- *Ratio du total des décaissements estimés sur l'évaluation des engagements de la période est de 0,48 - quoiqu'il faille nuancer car de gros engagements de la Belgique ont été annoncés fin 2010.*

- *Parmi les multi-bailleurs, c'est la BAD qui a désormais les plus gros engagements, suivi du FEM, puis de l'OPEP et ensuite le FIDA et la BM.*

- *Avec tous les grands organismes, les engagements sont toujours nettement plus élevés que les décaissements, démontrant d'une faiblesse réelle de l'administration nationale en termes de capacités d'absorption, depuis la capacité à gérer les dossiers, en passant par le respect des conditionnalités, des délais d'instruction et d'exécution, de financements des contreparties, etc.*

Evolution des contributions des partenaires nationaux et internationaux au secteur vert Burundi entre 2005 et 2010



Sur 6 ans		
	Ratio Contribution externe PTF/ Contribution nationale Burundi	*Décaissé : 3,2* *Engagé : 6,7*
	Ratio Contribution externe PTF/ Cotisation égalitaire COMIFAC	*Décaissé : 317* *Engagé : 448*
	Simulation du ratio Contribution externe/ cotisation Mécanisme de financement autonome COMIFAC	*Décaissé : 42* *Engagé : 87,6*

Contributions totales des PTF	***Décaissé : 79,2 MUSD*** ***Engagé : 165,17 MUSD***
Contributions externes aux initiatives multi-pays	*Décaissé : 3,73 MUSD* *Engagé : 8,84 MUSD*
Contributions externes aux initiatives nationales	*Décaissé : 75,46MUSD* *Engagé : 156,73MUSD*
Contribution totale du Burundi	***Décaissé : ??*** ***Engagé : 24,58 MUSD***
Cotisation égalitaire à la COMIFAC / 6 ans	***Décaissé : 0,25 MUSD*** ***Engagé : 0,37 MUSD***

Simulation de la contribution du Burundi au mécanisme de financement autonome COMIFAC

Estimation en valeur décaissée /6 ans: 1,88 MUSD

Commentaires :

- *La croissance des investissements du Burundi dans le secteur vert (forestier agro-forestier) s'accroit régulièrement jusqu'à l'atteinte du point d'achèvement PPTE en janvier 2009 et même au delà, démontrant de la volonté des partenaires d'encourager le Burundi dans sa démarche d'investissement forestier et agro-forestier.*

- *Alignement sur les planifications régionales forestières, et plus spécifiquement de gestion durable des terres, dans le cadre de la convention cadre sur la désertification et la mise en œuvre du PAN/LCD et des planifications agricoles, même si le lien avec la COMIFAC et la mise en œuvre de la convention n'est pas toujours clair.*

- *Malheureusement, les effets de la crise financière internationale provoquent un fléchissement significatif des contributions des PTF dès 2010, lequel est sans doute également lié aux doutes qui persistent sur la réalité des décaissements des contributions sur budget national et de leur affectation dans le secteur forestier et agro-forestier. Les engagements progressent apparemment sur les budgets annuels mais la réalité des décaissements n'est pas bien connue, beaucoup d'interrogations surgissent en termes de gouvernance malgré les efforts qui ont été consentis au fil des années sur la forêt.*

Avantages non chiffrables/non monétaires de la participation du BURUNDI à la dynamique COMIFAC

- **La COMIFAC est un outil d'intégration au service d'une vision commune de la gestion forestière au sein du Bassin du Congo** qui a permis d'améliorer notamment **:**

→ *La vision commune de la gestion forestière en Afrique centrale,*

→ *L'image de marque et le rayonnement du Burundi au niveau international grâce à la COMIFAC*,

→ *La coordination, la concertation et l'harmonisation des politiques forestières sous-régionales*

- **La COMIFAC a favorisé le renforcement des capacités,** notamment par **:**

→ ***L'organisation de nombreux ateliers de formation, de sensibilisation et de concertation*** *qui participent d'une dynamique d'amélioration du niveau des compétences*

→ ***Le développement de cadres de formations collectives au niveau de la sous-région***

→ ***Un effet catalyseur dans la mise à niveau personnelle (auto-formation) et un stimulant de l'esprit de challenge***

- **Organisation de quelques ateliers et évènements nationaux et régionaux au Burundi comme celui-ci.**

Extrapolation

- Difficile à extrapoler mais on doit sans doute raisonner en 2 groupes, les pays à fort couvert forestier et les pays à faible couvert car les capacités nationales d'investissement et l'intérêt d'y contribuer à partir de fonds extérieurs varient considérablement en fonction de ces 2 catégories

- De manière générale, on constate un accroissement des financements extérieurs en faveur de la forêt et des paysages après 2005, mais variable d'un pays à l'autre

- Certains pays sont un peu en marge de la dynamique régionale

- Le premier souci est la capacité des pays eux mêmes à s'impliquer politiquement, à contribuer financièrement, mais aussi plus concrètement à instruire et exécuter les dossiers de projets, d'investissement, de financement, de développement.

Conclusion

- Un accroissement net des financements après 2005
- Un accroissement qui suit plus ou moins parallèlement l'effort d'investissement des pays eux mêmes
- Une faiblesse dans la capacité des pays à instruire, poursuivre et exécuter les opérations tant au niveau interne qu'en termes de financements externes
- Un effet levier qui pourrait s'accroitre avec une meilleure mobilisation des ressources nationales
- Des avantages non monétaires reconnus en matière de renforcement des capacités, reconnaissance et visibilité internationale et développement des activités d'accueil

Merci de votre attention